

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/LKA/1

G/SCM/Q1/LKA/1

19 février 1997

(97-0662)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Réponses de SRI LANKA¹ aux questions posées par HONG KONG² et les ETATS-UNIS²

La Mission permanente de Sri Lanka a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 février 1997.

HONG KONG

Question a) Quel est le statut juridique de l'Accord antidumping de l'OMC à Sri Lanka? A-t-il force de loi?

Réponse

Sri Lanka n'a pas actuellement de législation antidumping.

Question b) Si Sri Lanka ne possède pas de législation antidumping, pour quelles raisons considère-t-elle qu'il est nécessaire d'élaborer une nouvelle législation? Quel est le calendrier prévu pour l'adoption de cette nouvelle législation?

Réponse

Sri Lanka réduit progressivement ses droits d'importation et a éliminé tous les obstacles non tarifaires. Les nouveaux droits étant peu élevés, les branches de production nationales estiment que le pays devrait se doter d'une législation qui permette de lutter contre les pratiques commerciales déloyales telles que le dumping. Il est projeté d'adopter une nouvelle législation en la matière dans les plus brefs délais.

Question c) Avant l'adoption d'une nouvelle législation antidumping, Sri Lanka compte-t-elle engager des procédures antidumping? Dans l'affirmative, comment fera-t-elle en sorte que les dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC soient respectées?

¹G/ADP/N/1/LKA/1-G/SCM/N/1/LKA/1.

²G/ADP/W/177-G/SCM/W/184 et G/ADP/W/202-G/SCM/W/209.

Réponse

Toute plainte en matière de dumping sera examinée en conformité avec les dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC. Aucun droit antidumping ne sera cependant imposé avant l'entrée en vigueur de la législation nationale.

ETATS-UNIS

Question 1 Avant la mise en oeuvre de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires résultant du Cycle d'Uruguay, existait-il dans votre pays une législation en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs? Dans l'affirmative, cette législation a-t-elle été révoquée?

Réponse

Il n'existait pas de lois en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs avant la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay.

Question 2 Si l'élaboration de lois est en cours dans votre pays, quelle est la date estimative à laquelle l'application en est prévue?

Réponse

Il est prévu d'adopter une nouvelle législation en matière de droits antidumping vers la fin de 1997.

Question 3 Y a-t-il dans votre pays un organisme chargé d'administrer la législation en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs? Dans l'affirmative, cet organisme a-t-il reçu des directives administratives pour l'accomplissement de cette tâche?

Réponse

La nouvelle législation en matière de droits antidumping et de droits compensateurs qu'il est prévu d'adopter établira des directives aux fins de son administration.

Question 4 Y a-t-il dans votre pays des ordonnances en vigueur imposant des droits antidumping ou des droits compensateurs?

Réponse

Non.

Question 5 Quelles dispositions ont été prises en ce qui concerne la révision judiciaire des décisions prises en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs?

Réponse

La législation qu'il est prévu d'adopter comportera des dispositions en matière de révision judiciaire comme le prévoient l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.